



RCS : MACON  
Code greffe : 7106

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MACON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00458  
Numéro SIREN : 808 529 994  
Nom ou dénomination : FENGO

Ce dépôt a été enregistré le 16/06/2015 sous le numéro de dépôt A2015/001227



Dépôt au Greffe le :

15.05.15

TRIBUNAL de COMMERCE  
de MACON

## FENGO

Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 38 euros  
Siège social : 617 Impasse du Pré d'Enfer 71 260 SENOZAN  
RCS MACON 808 529 994

Ext 1566

Enregistré à : SIE DE MACON ENREGISTREMENT

Le 08/06/2015 Bureaux n°2015/462 Case n°2

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

La Contrôleuse principale des finances publiques

Christine BLONDEAU  
Contrôleuse principale  
des Finances Publiques

### DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 20 MAI 2015

#### PROCES-VERBAL

Le vingt mai deux mille quinze à neuf heures, à SENOZAN (71 260) – 617 Impasse

La société **SFJB**, Société par actions simplifiée au capital de 70 000 euros, don  
situé à SENOZAN (71 260) – 617 Impasse du Pré d'Enfer, immatriculée au RCS de MACON sous le  
numéro 434 456 521,

Associée unique de la Société FENGO,

#### A PRIS LES DECISIONS RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- Approbation de l'apport en nature et de son évaluation.
- En vue de rémunérer l'apport susvisé, augmentation du capital d'un montant de 2 971 980 euros.
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.
- Modification corrélative des statuts.
- Pouvoirs.

#### PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux apports et du contrat d'apport sous seing privé en date du 20 mai 2015 à SENOZAN aux termes duquel la société SFJB, Monsieur Thierry LEFEBVRE, Monsieur Gaël TREMEAU, Monsieur Maxime CORMORECHE et Madame Françoise TANTON font apport des titres qu'ils détiennent dans la société FINANCIERE DE ROZIER, évalués à 38 euros par action, de la manière suivante :

- SFJB, à hauteur de .....46 947 actions
- Monsieur Thierry LEFEBVRE, à hauteur de ..... 10 018 actions
- Monsieur Gaël TREMEAU, à hauteur de .....9 245 actions
- Monsieur Maxime CORMORECHE, à hauteur de .....6 860 actions
- Madame Françoise TANTON, à hauteur de .....5 140 actions

déclare approuver ces apports en nature aux conditions stipulées audit contrat d'apports et l'évaluation qui en a été faite.

#### DEUXIEME DECISION

L'associé unique, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 2 971 980 euros pour le porter de 38 euros à 2 972 018 euros, par émission de 78 210 actions de 38 euros de valeur nominale chacune, attribuées aux associés de la manière suivante :

- SAS SFJB, à hauteur de 46 947 actions ;
- Monsieur Thierry LEFEBVRE à hauteur de 10 018 actions ;

- Monsieur Gaël TREMEAU à hauteur de 9 245 actions ;
- Monsieur Maxime CORMORECHE à hauteur de 6 860 actions ;
- Madame Françoise TANTON à hauteur de 5 140 actions.

Ces actions nouvelles seront créées avec jouissance de ce jour et seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises, comme elles, à toutes les dispositions des statuts.

Elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toutes retenues d'impôts, en sorte que toutes les actions donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toutes répartitions ou de tous remboursements effectués pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

### **TROISIEME DECISION**

L'associée unique, comme conséquence de l'adoption des décisions ci-dessus, constate que l'augmentation du capital social qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts comme suit :

#### **« ARTICLE 6 - APPORTS**

Il est ajouté l'alinéa suivant :

*Aux termes d'une délibération de l'associé unique en date du 20 mai 2015, le capital social a été augmenté de 2 971 980 euros au moyen de l'apport en nature de 78 210 actions de la société FINANCIERE DE ROZIER, évaluées à 38 euros par action, de la manière suivante :*

- SAS SFJB, à hauteur de 46 947 actions ;
- Monsieur Thierry LEFEBVRE à hauteur de 10 018 actions ;
- Monsieur Gaël TREMEAU à hauteur de 9 245 actions ;
- Monsieur Maxime CORMORECHE à hauteur de 6 860 actions ;
- Madame Françoise TANTON à hauteur de 5 140 actions »

#### **« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE DIX HUIT EUROS (2 972 018 €).*

*Il est divisé en SOIXANTE DIX HUIT MILLE DEUX CENT ONZE (78 211) actions de TRENTE-HUIT (38) euros de valeur nominale libérée en totalité. »*

### **QUATRIEME DECISION**

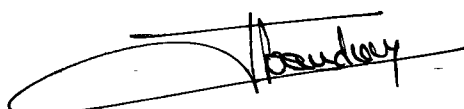
L'associée unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

### **CLOTURE**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

**SAS SFJB**  
**Monsieur Jacques BONDOUX**



## CONTRAT D'APPORT EN NATURE

### ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- **SFJB**, Société par actions simplifiée au capital de 70 000 euros, dont le siège social est fixé 49 rue de l'Héritan Chemin privé Bel Air 71000 MACON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro 434 456 521,

Représentée par Monsieur Jacques BONDOUX, Président,

- **Monsieur Thierry LEFEBVRE**, né le 5 janvier 1965 à LILLE (59), demeurant rue des Places 69400 LIERGUES,

Marié avec Madame Laure PRADEL, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de VILLEFRANCHE SUR SAONE (69) le 21 mai 1988, sans modification depuis ;

- **Monsieur Gaël TREMEAU**, né le 20 novembre 1974 à LE CREUSOT (71), demeurant 37, grande rue de la Coupée 71850 CHARNAY LES MACON,

Marié avec Madame Ingrid FUSZ, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MARY (71) le 31 juillet 1999, sans modification depuis ;

- **Monsieur Maxime CORMORECHE**, né le 26 août 1968 à LYON (69), demeurant 37, rue de Neuville 69650 QUINCIEUX,

Divorcé

- **Madame Françoise TANTON**, née le 5 août 1968 à BOURG EN BRESSE (01), demeurant « Chapeland » 01290 SAINT ANDRE D'HUIRIAT,

Mariée avec Monsieur Bruno TANTON, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie BIZIAT (01) le 28 juillet 1990, sans modification depuis ;

Ci-après dénommés collectivement « L'APPORTEUR »

**D'UNE PART,**

**ET**

- **FENGO**, société par actions simplifiée au capital de 38 euros, dont le siège social est situé 617 Impasse du Pré d'Enfer à SENOZAN (71260), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro 808 529 994,

Représentée par Monsieur Jacques BONDOUX, représentant légal de la SAS SFJB, Présidente,

Ci-après dénommée « LA SOCIETE BENEFICIAIRE »

**D'AUTRE PART,**

**ONT, PREALABLEMENT A L'ETABLISSEMENT D'UN TRAITE D'APPORT EN NATURE, EXPOSE CE QUI SUIT :**

## EXPOSE

Les soussignés de première part sont propriétaires de 101 895 titres sur les 107 895 titres composant le capital social de la société FINANCIERE DE ROZIER et répartis entre eux de la manière suivante :

- SFJB, propriétaire de .....70 632 actions
- Monsieur Thierry LEFEBVRE, propriétaire de ..... 10 018 actions
- Monsieur Gaël TREMEAU, propriétaire de .....9 245 actions
- Monsieur Maxime CORMORECHE, propriétaire de .....6 860 actions
- Madame Françoise TANTON, propriétaire de .....5 140 actions

2. La société FINANCIERE DE ROZIER présente les caractéristiques principales suivantes :

La société dénommée FINANCIERE DE ROZIER a été constituée sous la forme d'une Société par actions simplifiée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro 495 046 294. Son siège social est situé 617 impasse du Pré d'Enfer 71260 SENOZAN. La société SFJB est Présidente de la société.

Suite à la fusion absorption de la société FINANCIERE DE LA SALLE en date du 27 avril 2015, son capital social est de 107 895 euros, divisé en 107 895 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes prestations de services d'ordre administratif, du management, de réalisation d'études techniques et ingénierie ;
- toutes activités se rapportant aux métiers de la construction, du bâtiment et activités accessoires, connexes et complémentaires y compris le négoce ;
- la participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, financières ou autres par voie de création de sociétés nouvelles, apport, souscription, achat de titres ou droits sociaux, fusion, prise en gestion, association en participation ou autrement ;
- la gestion d'un portefeuille de titres de participation.

Elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, y compris donner en garantie les biens ou droits dont elle a la pleine propriété.

3. Les actions de la société FINANCIERE DE ROZIER, d'une valeur nominale de 1 euro, ont été valorisées, d'un commun accord, sur la base des comptes consolidés au 30 septembre 2014, à la somme de 38 euros chacune en pleine propriété.

Les soussignés de première part envisagent l'apport de leurs titres à la société FENGO qui constituerait donc la société bénéficiaire des apports.

**CECI EXPOSE IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 – APPORTS**

### **A/ SFJB**

#### **Désignation des apports**

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société FENGO ce qui est accepté pour elle par Monsieur Jacques BONDOUX, es qualité, la pleine propriété de QUARANTE SIX MILLE NEUF CENT QUARANTE SEPT (46 947) actions de la FINANCIERE DE ROZIER pour la valeur ci-après indiquée de 1 783 986 euros.

L'apporteur déclare que les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège, qu'il en a la pleine propriété et que toutes les actions apportées sont entièrement libérées et jouissent du droit de vote légal et statutaire.

#### **Origine de propriété**

Les titres ci-dessus apportés appartiennent à la société SFJB en pleine propriété pour les avoir souscrits et reçus en rémunération d'apports antérieurs.

#### **Propriété et jouissance**

La société FENGO sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés, à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale des associés et de l'augmentation corrélative de son capital.

#### **Charges et conditions des apports**

- La société FENGO participera à la distribution des bénéfices de la FINANCIERE DE ROZIER afférents à l'exercice clos le 30 septembre 2015 et aux exercices suivants.
- La société FENGO sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur et statutaires de la FINANCIERE DE ROZIER.

### **B/ Monsieur Thierry LEFEBVRE**

#### **Désignation des apports**

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société FENGO ce qui est accepté pour elle par Monsieur Jacques BONDOUX, es qualité, la pleine propriété de DIX MILLE DIX HUIT (10 018) actions de la FINANCIERE DE ROZIER pour la valeur ci-après indiquée de 380 684 euros.

L'apporteur déclare que les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège, qu'il en a la pleine propriété et que toutes les actions apportées sont entièrement libérées et jouissent du droit de vote légal et statutaire.

#### **Origine de propriété**

Les titres ci-dessus apportés appartiennent à Monsieur Thierry LEFEBVRE en pleine propriété pour les avoir souscrits et reçus en rémunération d'apports antérieurs

#### **Propriété et jouissance**

La société FENGO sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés, à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale des associés et de l'augmentation corrélative de son capital.

### Charges et conditions des apports

- La société FENGO participera à la distribution des bénéfices de la FINANCIERE DE ROZIER afférents à l'exercice clos le 30 septembre 2015 et aux exercices suivants.
- La société FENGO sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur et statutaires de la FINANCIERE DE ROZIER.

### **C/ Monsieur Gaël TREMEAU**

#### Désignation des apports

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société FENGO ce qui est accepté pour elle par Monsieur Jacques BONDOUX, es qualité, la pleine propriété de NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ (9 245) actions de la FINANCIERE DE ROZIER pour la valeur ci-après indiquée de 351 310 euros.

L'apporteur déclare que les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège, qu'il en a la pleine propriété et que toutes les actions apportées sont entièrement libérées et jouissent du droit de vote légal et statutaire.

#### Origine de propriété

Les titres ci-dessus apportés appartiennent à Monsieur Gaël TREMEAU en pleine propriété par suite de leur acquisition à titre onéreux et reçus en rémunération d'apports antérieurs

#### Propriété et jouissance

La société FENGO sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés, à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale des associés et de l'augmentation corrélative de son capital.

### Charges et conditions des apports

- La société FENGO participera à la distribution des bénéfices de la FINANCIERE DE ROZIER afférents à l'exercice clos le 30 septembre 2015 et aux exercices suivants.
- La société FENGO sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur et statutaires de la FINANCIERE DE ROZIER.

### **D/ Monsieur Maxime CORMORECHE**

#### Désignation des apports

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société FENGO ce qui est accepté pour elle par Monsieur Jacques BONDOUX, es qualité, la pleine propriété de SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE (6 860) actions de la FINANCIERE DE ROZIER pour la valeur ci-après indiquée de 260 680 euros.

L'apporteur déclare que les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège, qu'il en a la pleine propriété et que toutes les actions apportées sont entièrement libérées et jouissent du droit de vote légal et statutaire.

#### Origine de propriété

Les titres ci-dessus apportés appartiennent à Monsieur Maxime CORMORECHE en pleine propriété

par suite de leur acquisition à titre onéreux.

#### Propriété et jouissance

La société FENGO sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés, à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale des associés et de l'augmentation corrélative de son capital.

#### Charges et conditions des apports

- La société FENGO participera à la distribution des bénéfices de la FINANCIERE DE ROZIER afférents à l'exercice clos le 30 septembre 2015 et aux exercices suivants.
- La société FENGO sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur et statutaires de la FINANCIERE DE ROZIER.

### **E/ Madame Françoise TANTON**

#### Désignation des apports

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société FENGO ce qui est accepté pour elle par Monsieur Jacques BONDOUX, es qualité, la pleine propriété de CINQ MILLE CENT QUARANTE (5 140) actions de la FINANCIERE DE ROZIER pour la valeur ci-après indiquée de 195 320 euros.

L'apporteur déclare que les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège, qu'il en a la pleine propriété et que toutes les actions apportées sont entièrement libérées et jouissent du droit de vote légal et statutaire.

#### Origine de propriété

Les titres ci-dessus apportés appartiennent à Madame Françoise TANTON en pleine propriété par suite de leur acquisition à titre onéreux.

#### Propriété et jouissance

La société FENGO sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés, à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale des associés et de l'augmentation corrélative de son capital.

#### Charges et conditions des apports

- La société FENGO participera à la distribution des bénéfices de la FINANCIERE DE ROZIER afférents à l'exercice clos le 30 septembre 2015 et aux exercices suivants.
- La société FENGO sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur et statutaires de la FINANCIERE DE ROZIER.

### **ARTICLE 2 - REMUNERATION DES APPORTS**

Les droits sociaux apportés ont été évalués à 2 971 980 euros, selon les critères et méthodes détaillés à l'annexe 1 du présent contrat.

Les évaluations ci-dessus retenues ont été soumises à FILEAS, représentée par Madame VALLET Florence, désignée en qualité de Commissaire aux apports par décision de l'associé unique en date du 20 avril 2015.

Un original du rapport de FILEAS, Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

La valeur unitaire des actions apportées ressort donc à 38 euros.

La valeur réelle de FENGO s'élevant à 2 972 018 euros, la valeur unitaire de l'action est de 38 euros.

Attribution de parts sociales de la société FENGO :

La rémunération de l'apport des actions sera réalisée par la création et l'attribution de 78 210 actions de la société FENGO, émises au pair de 38 euros, entièrement libérées, à titre d'augmentation de capital pour un montant de 2 971 980 euros, attribuées de la manière suivante :

- SAS SFJB, à hauteur de 46 947 actions ;
- Monsieur Thierry LEFEBVRE à hauteur de 10 018 actions ;
- Monsieur gaël TREMEAU à hauteur de 9 245 actions ;
- Monsieur Maxime CORMORECHE à hauteur de 6 860 actions ;
- Madame Françoise TANTON à hauteur de 5 140 actions ;

Les 78 210 actions nouvelles seront créées jouissance à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Lesdites actions, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux actions anciennes, participeront avec celles-ci à la distribution des bénéfices afférents à l'exercice actuellement en cours et aux exercices suivants.

**ARTICLE 3 - APPROBATION DES APPORTS**

L'approbation de l'évaluation ainsi faite des apports et de leur rémunération résulte du présent contrat.

**ARTICLE 4 - DECLARATIONS FISCALES**

**4.1 Déclaration d'enregistrement**

Le présent apport est soumis au droit fixe de 500 Euros.

**4.2 Impôts directs**

Les sociétés SFJB, FENGO et FINANCIERE DE ROZIER sont assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Le résultat de l'opération d'apport fera l'objet :

- a) Pour la SAS SFJB : d'un sursis d'imposition conformément aux dispositions de l'article 38,7 du code général des Impôts. La société SFJB s'engage en conséquence, à établir conformément à l'article 54 septies du CGI, l'état de suivi des valeurs fiscales et le registre des profits en sursis d'imposition.
- b) Pour les autres apporteurs personnes physiques, aux termes de l'article 150-0 B du Code Général des Impôts, la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie de plein droit du régime de sursis d'imposition qui s'applique automatiquement et qui prendra fin lors de la survenance d'évènements énumérés par cette disposition.

Les apporteurs s'engagent à souscrire les documents et déclarations nécessaires au suivi des plus-values reportées.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS SUSPENSIVES**

L'apport objet du présent contrat ne sera définitif qu'après approbation de l'évaluation de l'apport et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale extraordinaire des associés, qui devra intervenir au plus tard le 30 juin 2015.

A défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

## **ARTICLE 6 - FRAIS – DROITS**

Tous frais, droits et honoraires des présentes ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence seront à la charge de la société FENGO.

## **ARTICLE 7 - PUBLICITE**

La société bénéficiaire de l'apport fera remplir toutes formalités de dépôt, publicité et autres qu'il appartiendra, relative aux dits apports.

A cet égard, tous pouvoirs sont donnés pour l'exécution de ces formalités au porteur d'un original ou d'une copie des présentes.

## **ARTICLE 8 – AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les apporteurs affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1 837 du Code Général des Impôts, que les présentes expriment l'intégralité de la valeur des biens apportés.

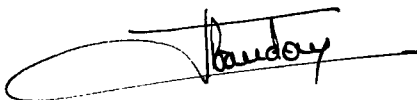
## **ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés font élection de domicile au siège de la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à SENDZAN  
Le 20 mai 2015

En 9 exemplaires, dont un pour l'enregistrement,  
un pour chacune des parties soussignées,  
et deux pour l'accomplissement des formalités requises

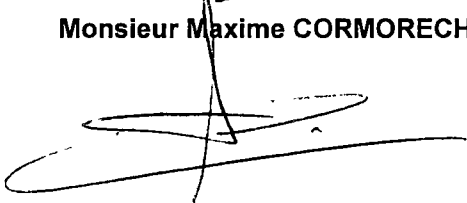
**SAS SFJB**  
**Monsieur Jacques BONDOUX**



**Monsieur Gaël TREMEAU**



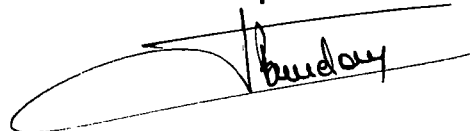
**Monsieur Maxime CORMORECHE**



**Monsieur Thierry LEFEBVRE**



**SAS FENGO**  
**Monsieur Jacques BONDOUX**



**Madame Françoise TANTON**

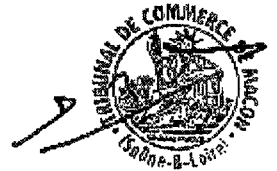


**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
.....  
**MACON**



219777

**Dénomination :** FENGO  
**Adresse :** 617 impasse du Pré D'enfer 71260 Senozan -FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2014B00458  
**n° d'identification :** 808 529 994  
  
**n° de dépôt :** A2015/001227  
**Date du dépôt :** 16/06/2015  
  
**Pièce :** Statuts mis à jour



219777

Dépôt au Greffe le :

18 mai 2015

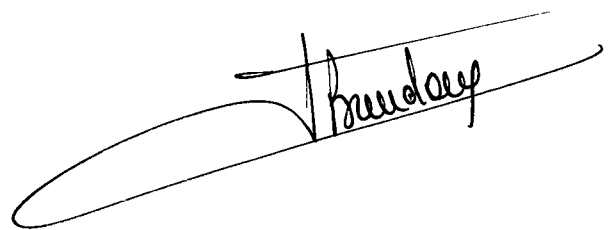
TRIBUNAL de COMMERCE  
de MÂCON

# **FENGO**

**Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 2 972 018 euros**

**Siège social : 617 Impasse du Pré d'Enfer  
71 260 SENOZAN**

## **STATUTS**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Baudouin', is written over a horizontal line.

Mis à jour suite aux décisions de l'associé unique du 20 mai 2015

## **LA SOUSSIGNEE :**

La société SFJB, société par actions simplifiée au capital de 70 000 euros, dont le siège social se situe 49 Rue de l'Héritan – Chemin privé Bel Air 71000 MACON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Macon sous le numéro 434 456 521, représentée par son président, Monsieur Jacques BONDOUX.

Ci-après dénommée "l'associé unique",

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) qu'il a convenu de constituer.

## **ARTICLE 1 – FORME**

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la gestion d'un portefeuille de titres de participation ;
- la participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, financières ou autres par voie de création de sociétés nouvelles, apport, souscription, achat de titres ou droits sociaux, fusion, prise en gestion, association en participation ou autrement ;
- toutes prestations de services au profit des Sociétés dans lesquelles elle possède une participation directe ou indirecte.

Elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, y compris donner en garantie les biens ou droits dont elle a la pleine propriété.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination sociale est : **FENGO**.

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

## **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : 617 Impasse du Pré d'Enfer à SENOZAN (71260).

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

## **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## **ARTICLE 6 - APPORTS**

1. Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société :  
la somme de TRENTE-HUIT euros, ci ..... 38 euros.

Ledit apport correspond à 1 action de 38 euros, souscrite en totalité et libérée pour un total de 38 euros.

La somme de 38 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire figurant en annexe.

2. Aux termes d'une délibération de l'associé unique en date du 20 mai 2015, le capital social a été augmenté de 2 971 980 euros au moyen de l'apport en nature de 78 210 actions de la société FINANCIERE DE ROZIER, évaluées à 38 euros par action, de la manière suivante :

- SAS SFJB, à hauteur de 46 947 actions ;
- Monsieur Thierry LEFEBVRE à hauteur de 10 018 actions ;
- Monsieur Gaël TREMEAU à hauteur de 9 245 actions ;
- Monsieur Maxime CORMORECHE à hauteur de 6 860 actions ;
- Madame Françoise TANTON à hauteur de 5 140 actions.

## **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE DIX HUIT EUROS (2 972 018 €).

Il est divisé en SOIXANTE DIX HUIT MILLE DEUX CENT ONZE (78 211) actions de TRENTE-HUIT (38) euros de valeur nominale libérée en totalité.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital

peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

## **ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un

mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## **ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## **ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

## **ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura

d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-proprétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

## **ARTICLE 13 - DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS**

### **13-1. Définitions**

Dans le cadre des présents statuts, les soussignées sont convenues des définitions ci-après :

a) **cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-proprété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, donation, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **action** ou **valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

### **13-2. Modalités de transmission des actions**

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

## **ARTICLE 14 – AGREMENT – PREEMPTION**

1. Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des titres appartenant à l'associé unique sont libres.

2. En cas de pluralité d'associés, les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés lesquels bénéficient dans de telles hypothèses de la faculté soit d'agréer le(les) cessionnaire(s) pressenti(s), soit d'acquérir ou de voir acquérir par la Société les actions objet du projet de cession.

3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, l'identification complète de la société acquéreur (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux), les conditions de la cession ainsi que toutes les modalités importantes de la transaction projetée en remettant un projet d'acte de cession ou une déclaration sur l'honneur que la cession projetée ne donnera pas lieu à l'établissement d'un acte. En outre cette notification n'est valable que si elle est accompagnée de la justification de la réalité de l'offre d'acquisition soit par la production d'une convention établissant que les fonds devant servir à financer le rachat ont été séquestrés entre les mains d'une banque de premier rang soit par la remise par le tiers cessionnaire pressenti d'une garantie bancaire garantissant la parfaite exécution de son obligation de paiement du prix. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés par lettre recommandée avec AR.

4. Chaque associé dispose alors d'un pouvoir discrétionnaire pour opter et faire ainsi connaître son choix au Président dans un délai de 45 jours calendaires de la réception de la demande d'agrément en précisant qu'il déclare,

- Soit agréer la cession projetée.
- Soit vouloir exercer son droit de préemption dans les conditions ci-après décrites.

L'option est globale et concerne toutes les actions dont est propriétaire l'associé cédant en cas d'exercice du droit de préemption de sorte que l'associé optant ne peut faire d'option partielle pour une partie des actions considérées ou panacher son option.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, ou de réponse incorrecte parce que partielle ou panachée notamment l'associé défaillant sera irrévocablement présumé d'accord avec la cession projetée et ses voix seront décomptées comme agréant celle-ci.

5. Le Président dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la dernière réponse des associés ou de l'écoulement du délai de 45 jours précité pour faire connaître à tous les associés l'option prise par chacun d'eux. Il établit à cet effet une liste précisant le nom de chaque associé et son option. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

6. En cas d'agrément par tous les associés, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 60 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

7. En cas de refus d'agrément par tous les associés, la Société est tenue dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

L'acquisition devra être faite aux mêmes conditions que celles énoncées dans la demande d'agrément.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

8. Si un ou plusieurs associés ont déclaré vouloir préempter, il est procédé comme il est dit ci-dessous :

8-1. Le Président fait ressortir sur sa liste dont l'établissement est prévu au 5 du présent article le nombre d'actions susceptibles d'être cédées au tiers acquéreur.

8-2. Si un ou plusieurs associés ont déclaré vouloir préempter ils doivent dans un délai de 30 jours calendaires commençant à courir de l'avis qui leur est donné par le Président du résultat de la consultation des associés, confirmer au Président de la société par lettre recommandée avec AR leur offre de préemption qui devra porter alors sur la totalité des actions susceptibles d'être cédées au tiers acquéreur.

Le Président dispose de 8 jours calendaires pour informer tous les associés du résultat de cette deuxième consultation.

8-3. Si plusieurs associés ont déclaré vouloir définitivement préempter, leur faculté de préemption respective sera déterminée en proportion de leur quote-part du capital de la Société avant la notification du projet d'agrément.

Il est alors procédé à la cession aux mêmes conditions que celles énoncées dans la demande d'agrément dans un délai de 30 jours de l'envoi par le Président de la société du résultat de la première consultation ou de la deuxième s'il y a eu une deuxième consultation en application des dispositions qui précèdent.

Si un ou plusieurs associés ayant préempté sont défallants, le bénéfice de leur faculté de préemption est automatiquement transféré aux autres associés ayant préempté en proportion de leur quote part de capital de la Société avant la notification du projet d'agrément.

Si tous les associés ayant préempté sont défallants, ils seront réputés donner leur agrément à la cession projetée.

## **ARTICLE 15 - NULLITE DES CESSIONS D' ACTIONS**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des présents statuts sont nulles.

## **ARTICLE 16 - PRESIDENT DE LA SOCIETE**

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associée ou non de la société.

### Désignation

Le premier président de la société est désigné aux termes des présents statuts. Le président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité des 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient

président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

#### Durée des fonctions

Le président est nommé sans limitation de durée.

Le Président ne peut être révoqué que pour justes motifs, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins la moitié du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que les voix du Président sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

En outre, le Président peut démissionner de ses fonctions à tout moment sans énonciation de motif.

#### Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés lors de sa désignation ou ultérieurement.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

#### Pouvoirs du président

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le président ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés effectuer les opérations suivantes :

- Acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- Acquisition, cession ou apport de fonds de commerce ;
- Modification de la participation de la société dans ses filiales ;
- Cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- Investissements quelconques portant sur une somme supérieure à 30 000 euros par opération ;
- Emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à 30 000 euros ;
- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

### **ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES**

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par

personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux autres dirigeants de la société.

## **ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Ils ont pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 19 - REPRESENTATION SOCIALE**

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

## **ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- cession des titres de participation,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- autorisation des décisions du président visées à l'article 17 des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

## **ARTICLE 21 - FORME DES DECISIONS**

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé, à la dissolution de la société.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

## **ARTICLE 22 - CONSULTATION ECRITE**

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

## **ARTICLE 23 - ASSEMBLEE GENERALE**

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président faite au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation. La convocation est effectuée par tous moyens de communication huit jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 24 ci-après.

#### **ARTICLE 24 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

#### **ARTICLE 25 - INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés ou tenus à leur disposition au siège social 7 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

#### **ARTICLE 26 - REGLES DE MAJORITE**

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales,

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,

## **ARTICLE 27 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2015.

## **ARTICLE 28 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes de la société dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes et, le cas échéant, sur les comptes consolidés, au vu du rapport de gestion du groupe et des rapports des commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report

bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **ARTICLE 30 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### **ARTICLE 31 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes

qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 32 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

## **ARTICLE 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne,

lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

#### **ARTICLE 34 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 35 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT**

Le premier président de la société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est la société SFJB, société par actions simplifiée au capital de 70 000 euros, dont le siège social se situe 49 Rue de l'Héritan – Chemin privé Bel Air 71000 MACON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Macon sous le numéro 434 456 521

#### **ARTICLE 36 – NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Les premiers Commissaires aux comptes nommés aux termes des présents statuts pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2020 sont :

En qualité de Commissaire aux comptes titulaire :

- La société CORCEP, dont le siège se situe 51 avenue Jean Jaurès 69007 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 961 500 626, dont le représentant permanent est Monsieur André FRANK,

En qualité de Commissaire aux comptes suppléant :

- Monsieur Philippe RISPAL, né le 07 février 1956 à Valence (26), dont le siège social se situe 51 avenue Jean Jaurès - 69007 LYON

Chacun des Commissaires aux comptes ainsi nommé a fait savoir qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

#### **ARTICLE 37 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société